



Douzième session spéciale

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRIÈME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 2 mars 1965, à 15 heures.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Déclaration du Président
- Question des pouvoirs
- Adoption de l'ordre du jour
- Dispositions à prendre pour l'envoi d'une mission périodique de visite aux territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée en 1965
- Hommage à M. King à l'occasion de son départ

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1244. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

DECLARATION DU PRESIDENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je déclare ouverte la douzième session spéciale du Conseil de tutelle.

Je regrette qu'en raison d'engagements antérieurs à l'égard d'un Comité qui siège en même temps que le Conseil, la salle du Conseil de tutelle n'ait pas été disponible pour notre séance de cet après-midi.

QUESTION DES POUVOIRS

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je soulever la question des pouvoirs des délégations? Les pouvoirs de six membres du Conseil ont déjà donné lieu à vérification lors de notre trente et unième session. Pour ce qui est des deux autres membres, on me fait savoir que les pouvoirs de l'un d'eux ont déjà été déposés et que, pour l'autre, les documents sont en route. Puis-je considérer que les membres du Conseil acceptent cette situation au sujet des pouvoirs?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne la question des pouvoirs des membres du Conseil de tutelle, la délégation de l'Union soviétique tient une fois de plus à affirmer sa position à propos de la représentation de la Chine au Conseil de tutelle. On désigne généralement sous ce nom le représentant de Taïwan qui ne représente absolument personne aux Nations Unies.

La délégation soviétique estime qu'il est indispensable de déclarer que le représentant légitime de la Chine au Conseil de tutelle, ainsi que dans les autres organes des Nations Unies, ne peut être que le représentant désigné par le Gouvernement de la République populaire de Chine.

C'est pourquoi la délégation de l'URSS ne peut pas reconnaître les pouvoirs d'une personne qui ne représente rien.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : A ce propos, je tiens à déclarer que le Gouvernement de la République de Chine est le seul représentant légitime de la Chine. Comme vous le savez, dans tous les autres organes des Nations Unies, la Chine est représentée par les délégués légitimes du Gouvernement de la République de Chine.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (T/1629).

L'ordre du jour est adopté.

DISPOSITIONS A PRENDRE POUR L'ENVOI D'UNE MISSION PERIODIQUE DE VISITE AUX TERRITOIRES SOUS TUTELLE DE NAURU ET DE LA NOUVELLE-GUINEE EN 1965

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant à la seule question inscrite à notre ordre du jour d'aujourd'hui, à savoir les dispositions à prendre pour l'envoi d'une mission périodique de visite aux Territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée.

Permettez-moi de rappeler qu'à sa dernière session, le Conseil de tutelle a adopté la résolution T/RES/2142 (XXXI) nommant certains membres et fixant le mandat de la mission. Dans cette résolution, le Conseil a approuvé les noms de deux membres de la mission, y compris le Président, M. Jacques Tiné, de France, et a convenu que les membres nommés par les deux autres Gouvernements, le Libéria et les Etats-Unis, seraient acceptés par le Conseil. Ce dernier a également approuvé le nom de M. Cecil E. King, du Royaume-Uni.

Par la suite, le Président du Conseil a été informé qu'en raison de circonstances imprévues, M. Tiné et M. King seraient dans l'impossibilité de prendre part à la mission. Le Président a été informé que le Gouvernement de la France avait nommé M. André Naudy, Directeur adjoint de la Division des Nations Unies et des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères, pour faire partie de la mission en remplacement de M. Tiné et que le Gouvernement du Royaume-Uni avait, de son côté, désigné M. Dermot J. Swan, de la Mission du Royaume-Uni, à la place de M. King.

On a considéré qu'il était opportun que le Conseil se réunisse aujourd'hui afin d'amender sa précédente résolution en ce qui concerne M. Tiné et M. King. Le Conseil pourra également juger approprié de confirmer les nominations soumises par le Gouvernement du Libéria - celle de M. Nathaniel Eastman - et par le Gouvernement des Etats-Unis, celle de M. Dwight Dickinson.

Le Président

Je voudrais ajouter que M. Naudy a déjà appartenu au Conseil de tutelle au cours des années précédentes; il est parfaitement au courant de la procédure du Conseil et des questions relatives aux territoires qu'il doit visiter. M. Swan est déjà connu des membres du Conseil de tutelle puisqu'il a assisté à plusieurs de nos sessions. Ces deux représentants paraissent éminemment qualifiés pour faire partie de la mission.

S'il n'y a aucune objection, je considérerai que les membres du Conseil sont prêts à approuver la désignation, en tant que membres de la mission de visite, de M. André Naudy, de France, de M. Dermot Swan, du Royaume-Uni, de M. Nathaniel Eastman, du Libéria, et de M. Dwight Dickinson, des Etats-Unis; et, de plus, que le Conseil est disposé à approuver la désignation de M. Naudy en tant que Président de la mission de visite.

Puis-je considérer que le Conseil de tutelle est prêt à amender ainsi sa résolution 2142 (XXI)? Je n'entends aucune objection; il en est ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La présente réunion du Conseil de tutelle était indispensable du fait qu'il doit examiner la question de la confirmation de la désignation d'un président de la mission de visite dans les territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée, ainsi que de plusieurs de ses membres.

Après que le Conseil de tutelle eût adopté, à sa trente et unième session, sa décision de principe sur l'envoi de cette mission de visite et déterminé quels pays devaient y être représentés, les autres aspects de ce problème ne constituaient plus que des points de détail, nous a-t-on dit. Or nous ne saurions partager cette opinion. En effet, il s'agit de modifier une décision qui a déjà été prise. Bien que la délégation de l'Union soviétique n'ait pas voté affirmativement lorsque le Conseil de tutelle a décidé de la composition de la mission de visite, elle n'en considère pas moins que toute modification de la composition des missions doit être tranchée par le Conseil lui-même, comme l'exigent à la fois le règlement intérieur du Conseil et le fait que l'envoi de missions de visite dans les territoires sous tutelle est l'une des fonctions majeures du Conseil. En effet, les missions de visite sont appelées à jouer un rôle important dans le progrès politique, économique et social des peuples des territoires sous tutelle et leur marche vers l'autodétermination et l'indépendance; elles ont également pour but la vérification des activités de l'Autorité administrante, puisqu'elles doivent s'assurer de ce que ces dernières accomplissent bien les tâches qui leur ont été conférées aux termes de la Charte des Nations Unies. Dans le cas où la mission constate que l'Autorité administrante n'accomplit pas cette tâche, elle doit en chercher les raisons et déterminer quelles mesures il convient de prendre en l'occurrence.

Etant donné que la question de la composition des missions a toujours retenu l'attention de l'Organisation des Nations Unies, il est naturel de s'attendre à ce que ces missions fassent preuve d'objectivité dans l'accomplissement de leur tâche et formulent des recommandations susceptibles de contribuer au progrès des peuples vivant dans les territoires sous tutelle visités.

Les membres du Conseil connaissent les raisons de cette convocation, aujourd'hui, du Conseil de tutelle. Le Président et certains membres de la mission de visite chargée de se rendre dans les territoires de Nauru et de la Nouvelle-Guinée, après confirmation de leur désignation par la trente et unième session du

Conseil, ne peuvent faire partie de cette mission, comme il est apparu, et il est devenu indispensable de les remplacer. La question s'est donc posée de savoir comment on procéderait à ce remplacement.

Dans une lettre en date du 12 février 1965 adressée par le Président aux membres du Conseil, nous voyons exprimer l'idée que, lorsque le Conseil de tutelle ne siège pas, la meilleure procédure, pour le choix d'un nouveau président de la mission de visite, consisterait à envoyer un questionnaire aux membres du Conseil individuellement, leur demandant s'ils consentiraient à ce que telle ou telle personne assume les fonctions de président de la mission de visite.

A notre avis, cette procédure n'est pas normale; elle n'est pas conforme à la pratique usuelle dont s'est toujours inspiré le Conseil lors de l'élection des présidents et des membres des missions de visite. La délégation de l'Union soviétique, dans la réponse qu'elle a faite à la lettre du Président du Conseil de tutelle, a expliqué que le remplacement du président ou d'un membre d'une mission de visite impliquait la modification d'une résolution déjà adoptée par le Conseil et nécessitait l'adoption d'une décision nouvelle, du moins pour ce qui était de la partie ayant trait au nouveau président et aux nouveaux membres de la mission de visite.

Dans ces conditions, ma délégation s'est prononcée en faveur de la solution selon laquelle le Conseil effectuerait les modifications nécessaires non au moyen de l'envoi d'un questionnaire, mais conformément à la procédure établie, c'est-à-dire en prenant une décision en séance plénière. En adoptant cette attitude, la délégation de l'Union soviétique s'est inspirée de considérations qu'elle avait déjà exposées à propos du rôle que jouent, ou du moins devraient jouer, les missions de visite, dans le processus de la libération des peuples coloniaux de la domination étrangère. Le caractère des missions et le sens de leurs activités dépendent de leur composition, de même que la question de savoir si elles s'inspireront des principes de la Charte et de la Déclaration pour l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, c'est-à-dire des principes fondamentaux de la suppression des vestiges du système colonial.

Quant à la question qui se pose actuellement au Conseil touchant la proposition concrète du remplacement du président, à notre avis, il s'agit là d'un point secondaire qui n'a rien à voir avec le fond du problème. La substitution, dans la

composition d'une mission de visite, d'un candidat par un représentant du même pays - comme cela s'est produit dans un cas donné - ne saurait modifier le caractère de la mission. Il convient cependant d'en parler.

La délégation de l'Union soviétique tient à attirer l'attention des membres du Conseil sur la composition et le mandat des missions de visite. En effet, dans le cas qui nous occupe, ni l'un ni l'autre ne sont satisfaisants, ni l'un ni l'autre ne sont conformes aux principes mêmes de la fonction du Conseil.

En analysant la composition des missions de visite, on ne peut manquer de constater que, dans le passé comme dans le cas actuel, la majorité colonialiste du Conseil a, de propos délibéré, cherché à violer le principe de la juste inclusion de tous les régimes représentés aux Nations Unies en ce qui concerne le choix des membres des missions. La méthode appelée représentation paritaire des puissances administrantes et non administrantes dans la composition des missions, méthode suivie dans le passé et maintenant encore, est inéquitable et ne répond ni à l'esprit de notre temps ni aux textes fondamentaux des Nations Unies. Cette façon de procéder a permis et permet encore aujourd'hui aux puissances coloniales de déterminer l'orientation des missions de visite. Les missions sont composées surtout de représentants de puissances administrantes, ce qui n'est justifié ni par la Charte des Nations Unies ni par le règlement intérieur du Conseil de tutelle. On sait par exemple que, depuis la création du régime de tutelle, les Etats-Unis d'Amérique ont fait partie de huit missions de visite dans les territoires sous tutelle d'autres puissances administrantes. Le Royaume-Uni a fait partie de six de ces missions, l'Australie de quatre, de même que la Nouvelle-Zélande. Par contre, les représentants de l'Union soviétique n'ont jamais fait partie, jusqu'ici, d'une mission de visite.

Cependant, les puissances coloniales ne semblent pas encore satisfaites. Ces derniers temps, en violation très nette de la Charte et des règlements intérieurs, le Conseil de tutelle s'est mis à inclure dans les missions de visite des représentants des puissances coloniales qui sont en même temps les puissances administrantes des territoires sous tutelle dans lesquels des missions de visite sont envoyées. C'est ainsi par exemple que dans la mission de visite dont nous nous occupons en ce moment, on a inclus les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, c'est-à-dire d'Etats qui, ainsi que l'ont fait ressortir la 31ème session du Conseil de tutelle et la dernière session du Comité des Vingt-Quatre, sont les moins intéressés à la mise en oeuvre rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, que ce soit dans leurs propres territoires - et notamment dans la région du Pacifique où Nauru et la Nouvelle-Guinée sont situées, ou dans les autres territoires coloniaux sous l'autorité d'autres puissances administrantes. Il n'est pas étonnant que ces pays ignorent les dispositions en vigueur aux Nations Unies à cet égard. A la trente et unième session du Conseil de tutelle, ce sont précisément eux qui ont chanté les louanges de la politique suivie par l'Australie à Nauru et en Nouvelle-Guinée. Le représentant du Royaume-Uni à la dernière session du Conseil de tutelle ne s'est pas gêné pour déclarer que l'Australie devait rester en Nouvelle-Guinée et au Papua jusqu'à ce qu'elle ait pu y "accomplir la mission qui lui a été confiée". Quelle est cette mission et combien de temps l'Australie a-t-elle l'intention de consacrer à son accomplissement? Nous le savons fort bien. Voilà déjà près de cinquante ans que l'Australie renplit sa "mission civilisatrice" à l'égard du Papua et de la Nouvelle-Guinée, et nous constatons que les peuples de ces pays continuent à être privés de tous les droits dans tous les domaines, c'est-à-dire aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique et social. Peut-on vraiment s'attendre à ce que les représentants des Etats susmentionnés puissent et veuillent, dans les territoires dans lesquels on envoie les missions de visite, examiner la situation en se plaçant du point de vue des intérêts de la population autochtone?

M. Chakhov (URSS)

En 1964, on a créé au Papua et en Nouvelle-Guinée une Chambre législative qui n'exerce cependant pas les moindres fonctions législatives. En fait, dans cette Chambre, toutes les affaires sont gérées par les autorités australiennes qui se sont réservé le droit d'approuver, en fin de compte, tous les actes passés par cet organe. Les monopoles et les colons australiens continuent d'exploiter âprement la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée, qu'ils maintiennent dans un état nettement arriéré sur les plans politique, économique et culturel, car c'est là la garantie de la poursuite de leur domination sur ces territoires sous tutelle. A Nauru, le capital australien joue le rôle principal dans les activités de la Compagnie des phosphates britanniques, qui exerce son monopole sans tenir compte des intérêts de la population autochtone et qui accapare l'industrie du phosphate, principale richesse de l'île.

Il est bien évident que dans ces conditions, c'est une plaisanterie que d'inclure dans la mission de visite envoyée dans ces territoires les représentants de puissances qui, sans oublier leurs intérêts personnels, ne peuvent manquer de soutenir directement la politique de l'Autorité administrante, des représentants dont on ne saurait évidemment attendre la moindre objectivité en ce qui concerne l'examen de la situation dans ces territoires.

Les membres du Conseil savent que bien que la situation dans laquelle se trouvent les populations autochtones des territoires sous tutelle soit caractérisée par une extrême pauvreté, bien que les traitements et salaires versés aux Néo-Guinéens soient extrêmement bas, bien que ces territoires ne possèdent même pas de système de sécurité sociale, bien que la discrimination y règne du point de vue de l'emploi et du partage des terres, bien que, de l'avis de la presse bourgeoise australienne elle-même les autochtones du Papua et de la Nouvelle-Guinée vivent "dans des conditions infiniment pires que le bétail dans les fermes australiennes", bien que dans ces territoires règne une pénurie aiguë de médecins et de personnel médical, bien que l'instruction soit presque inaccessible aux autochtones, les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis n'hésitent cependant pas à chanter les louanges de la politique de l'Autorité administrante. C'est ainsi qu'ils ont affirmé, à la dernière session du Conseil de tutelle, que les populations de ces territoires étaient reconnaissantes envers leurs dirigeants.

M. Chakhov (URSS)

Et voilà les représentants que le Conseil a estimé devoir inclure dans sa mission de visite! Il est évident qu'une mission de visite ainsi composée arrange bien les colonisateurs. Par contre, les puissances en question s'opposent énergiquement à l'inclusion dans les missions de visite d'un représentant de l'Union soviétique, c'est-à-dire d'un pays membre du Conseil de tutelle, membre du Conseil de sécurité et Membre fondateur des Nations Unies. Ils ont peur qu'une mission de visite qui comprendrait les représentants de pays non colonisateurs, les représentants de pays qui se sont prononcés en faveur de la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, n'approuve pas la politique des colonisateurs.

J'irai même plus loin : de quel droit a-t-on inclus le représentant du Royaume-Uni dans la mission de visite à Nauru? Selon l'Accord de tutelle, le Royaume-Uni est l'une des puissances administrantes de l'île de Nauru, de sorte que ce pays est à la fois Puissance administrante du territoire et membre de la mission de visite dont la tâche est de vérifier la mise en oeuvre dans ce même territoire des décisions prises par les Nations Unies à son sujet. Ce n'est pas d'inspection qu'il faut donc parler ici, mais d'auto-inspection, le Royaume-Uni étant tout simplement appelé à vérifier ses propres activités, des activités qui, nul ne l'ignore, visent à la destruction physique du territoire sous tutelle. C'est une véritable dérision. Mais cette situation n'a pas l'air de troubler le moins du monde les puissances coloniales. Celles-ci disposent de la majorité au Conseil de tutelle et s'en servent pour lui imposer des décisions correspondant à leurs intérêts, même si elles ont un caractère parfaitement arbitraire, si elles échappent à tout bon sens et si c'est un véritable simulacre. On ne saurait guère s'attendre, dans ces conditions, que la mission de visite à Nauru et en Nouvelle-Guinée soit en mesure de remplir sa tâche conformément aux intérêts des populations autochtones, ainsi que l'exigent la Charte des Nations Unies et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Le mandat de la mission de visite est déterminé dans la résolution 2142 de la trente et unième session du Conseil de tutelle, mais ce mandat, tel qu'il a été fixé, ne fait que faciliter la tâche des puissances coloniales en les aidant à atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés. Ce n'est pas par hasard que dans ladite résolution, on ne relève aucune disposition établissant des délais pour

M. Chakhov (URSS)

l'octroi de l'indépendance aux territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. Ce n'est pas par hasard non plus que les puissances coloniales ont rejeté la proposition de la délégation soviétique au Conseil de tutelle qui cherchait à améliorer le projet de résolution fixant le mandat de la mission de visite. Ce mandat a été établi pour faciliter la tâche à l'Australie - dont les représentants déclarent que pour les dix années à venir il ne saurait être question d'octroyer l'indépendance au Papua et à la Nouvelle-Guinée - pour permettre à l'Australie de poursuivre la politique qu'elle a engagée dans tous les domaines et dont l'objectif est de s'attacher encore plus étroitement ces territoires, de les transformer en un point d'appui dans la lutte contre les mouvements de libération nationale dans toute la sphère du sud-est asiatique.

Pour conclure, la délégation soviétique exprime l'espoir que les représentants des puissances non administrantes dans cette mission de visite s'inspireront, dans leur action, des intérêts des populations autochtones, auront à coeur la liquidation la plus rapide possible du régime colonial en Nouvelle-Guinée et à Nauru et apporteront leur contribution à l'obtention des objectifs exposés dans la Déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés. Elle espère qu'ils formuleront des recommandations propres à favoriser ces nobles objectifs.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Sur le point de procédure soulevé par le représentant de l'Union soviétique, je voudrais dire que l'article 95 du Règlement intérieur du Conseil de tutelle ne comporte pas de précision sur la façon d'apporter éventuellement des modifications à la composition d'une mission de visite. L'article 95 stipule simplement : "Le Conseil de tutelle désigne les membres de chaque mission de visite ...".

Lorsqu'il est apparu que deux membres de la mission se trouvaient dans l'impossibilité de faire le déplacement, le Président du Conseil de tutelle a tout d'abord consulté, par lettre, les membres du Conseil afin de voir s'il ne serait pas possible d'apporter les modifications nécessaires sans avoir une séance formelle du Conseil. Si tous les membres avaient été d'accord, cette procédure se serait révélée satisfaisante. Un membre ne s'est pas déclaré d'accord; une réunion a été convoquée, ce qui est d'une excellente procédure, en l'occurrence sans doute la meilleure qui pût être suivie. Ce membre du Conseil était parfaitement fondé à exiger une convocation formelle du Conseil, que tous les autres membres ont immédiatement acceptée. Toujours est-il que cette séance aura permis aux deux membres du Conseil qui n'avaient pas assisté aux séances antérieures d'entendre les vues de l'Union soviétique sur la question de la composition des missions de visite, vues qui avaient déjà été exprimées avec éloquence, sous la même forme, lors de la 1241ème séance du Conseil de tutelle.

M. McCARTHY (Australie)(interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique ne se lasse jamais de faire en sorte que ses vues soient consignées aux comptes rendus de ce Conseil et d'autres organes auxquels il participe. Il a saisi la présente occasion de faire consigner une nouvelle fois au

M. McCarthy (Australie)

compte rendu les vues qu'il a fréquemment exposées dans le passé, ici et ailleurs. Pour ce qui est de sa mise en doute de l'objectivité des missions de visite, je lui ai moi-même répondu lors de notre 1242ème séance, le 24 juin 1964.

J'ai dit qu'il était exact que l'Union soviétique n'avait jamais été représentée dans une mission de visite. J'ai rappelé qu'il y avait eu 17 ou 18 missions de visite, dont une dizaine pour l'Afrique. J'ai dit qu'un certain examen de conscience pouvait être utile, de la part du représentant de l'Union soviétique, à cet égard, étant donné la large gamme d'intérêts géographiques et politiques représentés par les pays qui ont fait partie des missions de visite. Je répète ce que je disais l'an dernier : L'Australie, comme l'a dit le représentant de l'Union soviétique, a fait partie de quatre missions de visite : Au Tanganyika et au Rwanda-Urundi en 1948; au Cameroun et au Togo en 1949; de nouveau au Tanganyika et au Rwanda-Urundi, en 1951; de nouveau au Cameroun et au Togo, en 1952. Ce sont maintenant des pays indépendants. Outre cette participation australienne, les pays suivants ont été représentés : Belgique, Bolivie, Birmanie, Chili, Chine, Costa Rica, République Dominicaine, Salvador, France, Guatemala, Haïti, Inde, Irak, Italie, Libéria, Mexique, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Syrie, Thaïlande, République arabe unie, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique. Pourquoi, demandais-je en cette précédente occasion - et je le demande encore maintenant - l'Union soviétique ne fait-elle pas partie de cette énumération de pays? Je suggérais alors que la raison pour laquelle l'Union soviétique n'avait pas été comprise dans cette énumération de pays tenait entièrement à l'attitude de l'Union soviétique, au sein de cet organe et d'autres organes.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais): Si j'ai bien compris, le représentant de l'Union soviétique a élevé certaines objections en ce qui concerne la composition de la mission de visite proposée, pour Nauru et la Nouvelle-Guinée; il a fait notamment allusion à la candidature du Royaume-Uni. Il semble que le représentant soviétique ait répété les arguments qu'il avait formulés en 1964, à notre dernière séance; aussi n'ajouterai-je rien à la réponse qu'avait faite le représentant du Royaume-Uni. Je ne réserve toutefois de faire d'autres commentaires, après lecture de la déclaration du représentant soviétique.

Si je ne me trompe, le même représentant a dit que ma délégation et d'autres avaient objecté, dans le passé, à l'inclusion d'un représentant de l'URSS dans les missions de visite. Je suis fondé à dire que ma délégation n'a jamais fait d'objection de ce genre. Elle a simplement voté pour quelqu'un d'autre.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe): Chaque fois qu'est discutée cette question, nous entendons les mêmes réponses des représentants des puissances coloniales. Chaque fois, les faits sont présentés de la sorte au Conseil de tutelle. C'est encore l'attitude qu'a eue, aujourd'hui, le représentant de l'Australie. Qu'a dit celui-ci, en réponse à notre déclaration? Il n'a pas osé nier les faits que nous avons exposés. Il s'est borné à énumérer les Etats qui ont fait partie des différentes missions de visite. Je n'ai jamais contesté le fait qu'une série d'Etats non coloniaux ont fait partie des différentes missions de visite. Mais je voudrais souligner le fait, incontesté aussi, que, dans l'histoire des Nations Unies, il n'y a pas eu de cas où les puissances coloniales se soient trouvées en minorité dans ces missions; elles y ont toujours été en majorité. Le Conseil de tutelle a pris des décisions en vertu desquelles les représentants des puissances colonisatrices, y compris les autorités administrantes, formaient la majorité des missions de visite. L'observation faite ici par le représentant du Royaume-Uni que sa délégation ne s'est pas prononcée contre l'inclusion de l'Union soviétique, mais a voté en faveur d'autres candidats, ne fait que confirmer ce que nous avons dit à maintes reprises au Conseil de tutelle, à savoir que les représentants des puissances coloniales ne veulent pas que l'Union soviétique figure dans les missions de visite. La composition de la mission actuelle corrobore ce que je viens de dire.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je dois m'excuser auprès du Président d'être arrivé en retard. Si je n'étais pas arrivé en retard, j'aurais pu soulever une question au début même de la séance en ce qui concerne le but de cette session spéciale du Conseil. Si j'ai bien compris, cette session spéciale a été convoquée dans le seul but de confirmer la composition de la Mission de visite à la suite des changements proposés par les Etats Membres. Avant la réunion du Conseil, ma délégation a reçu deux communications, l'une du Président, l'autre du Secrétariat. La première - celle du Président - nous demandait si nous étions d'accord pour que M. Naudy assume la Présidence de la Mission de visite à la place de M. Tiné. Ma délégation a répondu au Président que nous n'y avons pas d'objection. Ensuite, nous avons reçu une autre communication nous informant que le Gouvernement du Royaume-Uni avait nommé M. Swan en remplacement de M. King, et nous demandant si cette modification avait notre approbation. Dans ce cas encore, ma délégation a répondu par l'affirmative.

Nous pensions que ces dispositions ne devaient donner lieu à aucun litige. Mais, apparemment, certaines objections ont été faites par un membre et je pense que c'est pour cela que le Conseil a été convoqué.

Encore que, comme je l'ai indiqué, je n'ai pas entendu toutes les déclarations faites ici aujourd'hui, je crois comprendre que ce qui s'est passé dans cette salle, c'est qu'une question tout à fait différente de celle pour laquelle, à notre sens, cette session avait été convoquée, a été soulevée, question tout à fait inappropriée.

C'est pourquoi j'ai dit que si j'avais été ici plus tôt j'aurais posé la question de savoir s'il était convenable que nous ouvrions à nouveau un débat sur les dispositions prises pour l'envoi d'une Mission de visite périodique à Nauru et en Nouvelle-Guinée.

Comme le Président le sait, ma délégation ne souhaite rien faire qui pourrait faire de cette séance une réunion du genre de celle que nous n'aimons pas avoir. J'ai donc gardé le silence sur ce point. Mais je voudrais dire pour le procès-verbal que nous avons de très fortes objections à voir cette session spéciale utilisée pour une répétition d'un discours de propagande que nous avons entendu lors de nos précédentes sessions, au cours des 1242ème et 1243ème séances du Conseil. A ce moment-là, je me souviens que le Conseil s'est vu retarder de plus de trois jours pour la nomination de la Mission de visite.

M. Kiang (Chine)

C'est pourquoi j'ai été surpris de constater ce qui s'est passé ici et je voudrais que mes objections soient enregistrées au procès-verbal. A ce propos, je dois dire que le Président s'est montré très magnanime. S'il ne l'avait pas été, je suis certain que ce qui a eu lieu aurait été déclaré par lui irrecevable.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les remarques du représentant de la Chine - et sa capacité infinie d'être surpris - seront enregistrées au procès-verbal.

M. TINE (France) : Je prends la parole pour vous dire que, victime des circonstances de la vie administrative, j'avais dû renoncer aux fonctions que le Conseil de tutelle m'avait fait l'honneur de me confier. Le regret que j'en éprouve est vif, mais je puis dire qu'il n'est qu'égoïste, car j'ai confiance que le Conseil ne pourra que se féliciter d'avoir désigné pour me remplacer à la Présidence de la Mission de visite pour les territoires sous tutelle de Nauru et de Nouvelle-Guinée, une personnalité aussi qualifiée que M. Naudy. Je n'ai pas, en effet, de doute que mon collègue, dont une importante partie de la carrière a été consacrée aux questions qui se débattent ici, s'acquittera de cette tâche avec autant de dévouement que de compétence et, ajouterai-je, avec l'impartialité que l'on peut attendre de tous les membres de la Mission désignés par ce Conseil.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je pense que vous me permettrez de dire quelques mots. Etant donné que la dernière Mission de visite était présidée par un représentant de la Puissance administrante qui était vous-même, Monsieur le Président, je crois que les craintes du représentant de l'Union soviétique sont vaines après le rapport extrêmement objectif qui a été présenté par cette Mission que vous présidiez. Vous représentiez les puissances coloniales mais vous n'en avez pas moins été objectif et je pensais que le rapport était satisfaisant, même pour le représentant de l'Union soviétique.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais dire quelques mots à propos de ce que vient de dire la représentante du Libéria. Elle a déclaré que le rapport présenté par la dernière mission de visite à la trente et unième session du Conseil de tutelle était satisfaisant pour la délégation de l'Union soviétique également.

Je voudrais souligner que ma délégation n'a jamais affirmé que le rapport présenté par la Mission de visite à la dernière session était satisfaisant pour elle. Si la délégation soviétique a mentionné ce rapport et en a cité certains extraits lorsque nous avons estimé qu'il était indispensable de préconiser certaines mesures pour améliorer la situation dans le Territoire, cela ne veut pas dire du tout que nous avons approuvé tout le rapport. Nous n'aurions pu le faire car nombre de principes sur lesquels se fondait ce rapport étaient absolument inacceptables pour nous. En ce qui concerne certaines des mesures prévues et notamment l'augmentation des allocations pour l'éducation des autochtones ou pour l'amélioration des services sanitaires, évidemment, nous ne pouvions faire d'objection à ces recommandations.

HOMIAGE A M. KING A L'OCCASION DE SON DEPART

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de clôturer cette session, je voudrais dire que la séance d'aujourd'hui a eu des buts divers, dont l'un est de dire au revoir à M. King, de la délégation du Royaume-Uni, qui retourne maintenant au Foreign Office. Tous les membres du Conseil ont appris à connaître M. King et à apprécier ses immenses qualités grâce à ses interventions courtes mais efficaces devant le Conseil. J'ai eu la bonne fortune supplémentaire, ainsi que deux autres représentants siégeant à cette table, de connaître un autre M. King, celui qui était membre de la Mission de visite des belles îles du Pacifique Nord, un M. King avec des leis autour du cou et parfois, bien qu'il serait peut-être confus de l'admettre, des fleurs dans les cheveux et une chemise flottant sur son pantalon. Dans ces conditions plus détendues, j'ai eu encore plus d'occasions d'apprécier sa largeur d'esprit, sa sagesse et son sens de l'humour constant et d'observer également l'intérêt véritable et l'affection qu'il porte aux populations des territoires que nous avons visités. Je suis sûr de parler au nom de tous les membres du Conseil en lui souhaitant tout le succès possible dans ses nouvelles fonctions.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation voudrait rendre hommage à notre collègue, M. Cecil King, qui siège peut-être ici pour la dernière fois, ou presque, à cette conférence où nous nous réunissons officiellement, autour de cette table où nous avons eu coutume de le voir pendant si longtemps et avec tant de plaisir.

On se souviendra qu'au cours des deux années pendant lesquelles il a servi aux Nations Unies, M. King a pris part de manière à peu près constante aux travaux du Conseil de tutelle et du Comité des vingt-quatre, de même qu'aux tâches découlant des activités de ces deux organes. Ceux d'entre nous qui ont également pris part aux travaux de ces organes et des Nations Unies savent combien sa tâche a été ardue. Elle l'a été tout particulièrement étant donné que le Royaume-Uni a été mis en cause tant au Conseil de tutelle qu'au Comité des vingt-quatre en ce qui concerne les régions dont ces deux groupes devaient s'occuper. Cette situation lui a imposé un fardeau supplémentaire. Il a eu à surmonter des difficultés toutes particulières relatives à ces régions; il a dû faire de très nombreuses déclarations à ce sujet. Il a été dans l'obligation d'exposer en détail la politique de son gouvernement sur bien des questions et il a dû faire face à de nombreux défis à cette politique. Il a joué un rôle constructif dans l'étude des conditions prévalant dans les régions dont son gouvernement n'avait pas à se préoccuper.

Toute cette action, il l'a menée patiemment, calmement, de manière constante et avec une bonne humeur infaillible. Je me souviens que le New York Times l'a un jour décrit comme "l'infatigable Britannique", description qui, nous le pensons, rend hommage à la fois à la perspicacité du New York Times et à notre collègue, M. King lui-même.

Comme il a révélé de nombreux objectifs de son propre pays, sa politique et ses attitudes, il a aussi révélé la force de ce que nous croyons être l'une des plus grandes institutions, le "British Civil Service". Comme nous le savons, ce service exige avant tout la subordination de la personne à un plus grand devoir que celui qu'il se doit à lui-même. De là, cette évaluation du devoir a aidé à faire des Nations Unies l'institution mondiale qu'elles sont devenues. Ainsi, non seulement notre collègue a servi son pays ici avec distinction mais il a également apporté une grande contribution à la réalisation des objectifs des Nations Unies.

M. McCarthy (Australie)

Il nous quitte maintenant et nos meilleurs vœux l'accompagnent. Il nous quitte comme un ami personnel que nous avons apprécié tout particulièrement, comme un collègue dont la contribution et les attitudes ont été notables au cours de nos travaux; il nous quitte pour remplir les hautes fonctions auxquelles il vient d'être nommé dans son pays, domaine dans lequel il apportera quelque chose des idéaux qui sont les nôtres.

En partant, M. King laisse derrière lui un sentiment de perte auquel nous ne nous accoutumerons jamais bien que plus que d'autres, dans la plupart des cas, nous devrions être accoutumés à ces séparations. Je crois, que pour sa part, M. King a la même impression de regret; mais je pense qu'il peut trouver quelque réconfort dans le fait que tout au long de sa mission ici nous savons - pour reprendre une expression bien connue dans son pays - qu'il a bien servi l'Etat qu'il représente et que, ce faisant, il a servi également les Nations Unies.

M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais dire brièvement quelques mots pour exprimer l'amitié et le respect profond de la délégation des Etats-Unis à l'égard de M. King. En cette circonstance, je ne peux parler en me fondant sur des rapports personnels; je n'ai donc aucun avantage, par comparaison avec le Président et le représentant de l'Australie. Mais je puis parler en me fondant sur le jugement de M. Dickinson qui a le plus grand respect pour M. King. En retour, je puis dire que j'ai moi aussi le plus profond respect pour le bon sens, l'objectivité et l'intégrité de M. Dickinson et je suis sûr que celui-ci apportera dans la mission qui doit visiter Nauru et la Nouvelle-Guinée les mêmes qualités de bon sens et d'objectivité qu'il a montrées en rendant hommage à M. King.

Je voudrais aussi exprimer mes meilleurs vœux à l'ambassadeur Tree qui malheureusement n'a pu être ici aujourd'hui.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Les paroles prononcées par le Président et le représentant de l'Australie à l'égard de notre collègue M. King ont été si éloquentes que j'ai l'impression qu'il n'y a rien à ajouter. Au nom de ma délégation et en mon nom personnel, je veux donc adresser à M. King mes meilleurs vœux pour un plein succès dans ses nouvelles fonctions et lui souhaiter santé et prospérité.

M. TINE (France) : Au nom de la délégation française, et en particulier au nom de ceux qui m'ont précédé dans ce Conseil, je voudrais remercier M. McCarthy d'avoir exprimé, mot pour mot, ce que les délégués français qui ont eu l'expérience de ces travaux auraient dit s'ils se trouvaient ici aujourd'hui, au moment où nous rendons hommage à la contribution apportée par M. King aux travaux du Conseil de tutelle.

Moi-même je n'ai vu M. King que dans d'autres circonstances, à la Quatrième Commission, ce qui m'a permis d'admirer son sang-froid, sa patience et son brio, qui sont des qualités complémentaires mais pas toujours réunies chez le même homme.

En mon nom personnel je voudrais adresser mes meilleurs vœux à notre collègue pour les prochaines et importantes fonctions qu'il va remplir, et lui répéter les regrets que tous les membres de la délégation française éprouvent à le voir quitter cette Organisation.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : M. Cecil King est pour moi un très bon ami et j'ai eu le plaisir de voyager avec lui, avec le Président et la représentante du Libéria en Micronésie. Je suis très triste de le voir quitter le Conseil et nous garderons toujours le souvenir de la contribution qu'il a apportée à nos travaux.

Pour ma part, je ne révélerai rien qui pourrait embarrasser M. King. Je dois dire toutefois que j'ai des documents photographiques à l'appui de ce que vient de dire le Président. J'accorderai toujours le plus grand prix à ces photographies. Je veux aussi ajouter, pour mon ami M. King, que je conserverai avec soin les photographies qu'il avait lui-même prises en Micronésie, documents qui, bien entendu, ne le montrent pas sous le même jour que celui révélé par le Président.

Je souhaite à M. King d'être très heureux dans sa nouvelle carrière et je suis certain que nous nous retrouverons bientôt.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Permettez-moi aussi de souhaiter à M. King le plus grand succès pour son avenir dans ses nouvelles fonctions, bien que je ne puisse pas dire qu'au cours des travaux du Comité des vingt-quatre et du Conseil de tutelle où nous nous sommes fréquemment rencontrés, nos positions aient souvent coïncidé; c'est plutôt exactement le contraire qui s'est produit. Néanmoins, je souhaite à M. King un plein succès tant sur le plan personnel que professionnel.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous remercier de vos paroles aimables et de remercier, à travers vous, mes collègues du Conseil de tutelle pour leur adieu amical.

Cela a été pour moi un plaisir et un grand honneur que de servir aux Nations Unies et au Conseil de tutelle sous votre direction, Monsieur le Président, et sous celle de votre distingué prédécesseur, M. Barnes, ambassadeur du Libéria.

A mon avis, tous les fonctionnaires de tous les services diplomatiques des diverses nations du monde devraient, à un moment ou à l'autre, être envoyés à New York pour travailler dans notre Organisation. C'est là une formation libérale et une expérience qu'il est impossible d'oublier et dont il est impossible de ne pas bénéficier de toute manière, que l'on soit jeune ou vieux, quel que soit le poste, humble ou élevé, que l'on occupe dans sa propre délégation ou aux Nations Unies. Je ne pense pas que ma position ait été très élevée, mais j'en ai sans aucun doute tiré de grandes satisfactions; j'ai également tiré une grande satisfaction de mon appartenance à la Mission de visite dans les territoires du Pacifique, sous votre direction. S'il est vrai que l'on a pu me voir parfois portant ma chemise par-dessus mon pantalon, on peut dire tout au moins que je l'ai gardée.

Ceci dit, Monsieur le Président, je tiens à vous remercier une fois encore très vivement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je déclare close la douzième session spéciale du Conseil de tutelle.

La séance est levée à 16 h 15.